

DÉCISION DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE FRANCEAGRIMER

Montreuil, le 17/04/2023

| | |
|---|--|
| Direction des Interventions Service « Programmes opérationnels et promotion » Unité « Promotion » Dossier suivi par : Unité « Promotion » Courriel : promo-ocm@franceagrimer.fr | N° INTV-POP-2023-25 |
| <u>PLAN DE DIFFUSION :</u> DGPE – BUREAU DU VIN ET DES AUTRES BOISSONS DRAAF CONTROLE GENERAL ECONOMIQUE ET FINANCIER ASSOCIATION DES REGIONS DE FRANCE/COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES MEMBRES DU CONSEIL SPECIALISE VIN FRANCEAGRIMER | MISE EN APPLICATION : IMMEDIATE |

OBJET : Modification des décisions de la Directrice générale de FranceAgriMer n° INTV-POP-2020-41 du 20 juillet 2020, n° INTV-POP-2021-056 du 27 juillet 2021 et n° INTV-POP-2022-050 du 18 juillet 2022 relatives à la mise en œuvre par FranceAgriMer des opérations de promotion des vins sur les marchés des pays tiers par les entreprises et les interprofessions pour la programmation 2019 à 2023 en application de l'article 45 du règlement (UE) n° 1308/2013, portant organisation commune des marchés des produits agricoles.

Cette décision porte sur les appels à projets ouverts en 2020, 2021 et 2022 (périodes de réalisation respectives : 2021, 2022 et 2023).

FILIERES CONCERNEES : Filière vitivinicole

RESUME : La présente décision précise la réglementation relative aux dépenses admises et aux preuves de réalisations.

MOTS CLES : promotion, pays tiers, dépenses admises, preuves de réalisation.

Bases réglementaires :

- Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil ;
- Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 ;
- Règlement délégué (UE) n° 907/2014 modifié de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;
- Règlement d'exécution (UE) n° 908/2014 modifié de la Commission du 06 août 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les règles relatives au contrôle, les garanties et la transparence ;
- Règlement délégué (UE) 2016/1149 de la Commission du 15 avril 2016, complétant le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les programmes nationaux de soutien au secteur vitivinicole et modifiant le règlement (CE) n° 555/2008 de la Commission ;
- Règlement d'exécution (UE) 2016/1150 de la Commission du 15 avril 2016 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les programmes d'aide nationaux dans le secteur vitivinicole ;
- Règlement (UE) n° 651/2014 modifié de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;
- Règlement d'exécution (UE) 2020/133 de la Commission du 30 janvier 2020 dérogeant au règlement d'exécution (UE) 2016/1150 de la Commission portant modalités d'application du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les programmes d'aide nationaux dans le secteur vitivinicole ;
- Règlement délégué (UE) 2020/419 de la Commission du 30 janvier 2020 dérogeant au règlement délégué (UE) 2016/1149 complétant le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les programmes nationaux de soutien au secteur vitivinicole ;
- Règlement délégué (UE) 2021/2026 de la Commission du 13 septembre 2021 modifiant le règlement délégué (UE) 2020/592 en ce qui concerne certaines dérogations temporaires au règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil en vue de remédier aux perturbations du marché dans le secteur vitivinicole provoquées par la pandémie de COVID-19 et leur période d'application ;
- Code rural et de la pêche maritime, notamment son article D. 621-27 ;
- Décret n° 2018-787 du 11 septembre 2018 relatif au programme d'aide national au secteur vitivinicole pour les exercices financiers 2019 à 2023 ;

- Décision du directeur général de FranceAgriMer n° INTV-POP-2020-41 du 20 juillet 2020 modifiée relative à la mise en œuvre par FranceAgriMer des opérations de promotion des vins sur les marchés des pays tiers par les entreprises et les interprofessions pour la programmation 2019 à 2023 en application de l'article 45 du règlement (UE) n° 1308/2013, portant organisation commune des marchés des produits agricoles ;
- Décision de la Directrice générale de FranceAgriMer n° INTV-POP-2021-56 du 27 juillet 2021 modifiée relative à la mise en œuvre par cet établissement des opérations de promotion des vins sur les marchés des pays tiers par les entreprises et les interprofessions pour la programmation 2019 à 2023 en application de l'article 45 du règlement (UE) n° 1308/2013, portant organisation commune des marchés des produits agricoles ;
- Décision de la Directrice générale de FranceAgriMer n° INTV-POP-2022-050 du 18 juillet 2021 modifiée relative à la mise en œuvre par cet établissement des opérations de promotion des vins sur les marchés des pays tiers par les entreprises et les interprofessions pour la programmation 2019 à 2023 en application de l'article 45 du règlement (UE) n° 1308/2013, portant organisation commune des marchés des produits agricoles ;
- Avis du Conseil spécialisé du 12 avril 2023

Annexe : Annexe 1 consolidée des décisions de la Directrice générale de FranceAgriMer n° INTV-POP-2020-41, n° INTV-POP-2021-56 et n° INTV-POP-2022-050.

Article 1 – preuves de réalisation et commentaires

L'annexe 1 des décisions de la Directrice générale de FranceAgriMer n°INTV-POP-2020-41, n°INTV-POP-2021-56 et n°INTV-POP-2022-050 susvisées est modifiée comme suit :

1° Pour le type d'évènement « Dégustation en pays tiers - public ciblé. Dégustation dans le cadre d'accord mets et vins, dont Wine maker diner, repas de presse », dans la colonne « commentaires », il est ajouté la phrase :

«Les repas comportant un nombre important d'invités non nécessairement ciblés sont à classer dans l'évènement-type « Mini-salons, manifestations locales, régionales, nationales » ;

2° Pour le type d'évènement « Animation / mise en avant (sans dégustation) », dans la colonne « commentaires », il est ajouté la phrase :

«Dans le cadre de prestations de Publicités sur les lieux de ventes (PLV) globales sur un marché, le compte-rendu peut mentionner la période de réalisation ainsi qu'une liste globale des lieux de réalisation des actions. Il explicite le contexte de l'opération ainsi que les différents acteurs impliqués (distributeurs, importateur, magasins...».

Article 2 – dépenses admises et commentaires

1° L'annexe 1 des décisions de la Directrice générale de FranceAgriMer n°INTV-POP-2021-56 et n°INTV-POP-2022-050 susvisées est modifiée comme suit :

Pour le type d'évènement « Participation à un concours » :

- a) dans la colonne « dépenses admises », sont ajoutés les mots : **« Supports de communication » ;**

- b) dans la colonne « commentaires », il est ajouté la phrase : « **Les supports de communication sont directement rattachés au concours et ne portent que sur les vins sélectionnés et/ou primés** » ;

2° L'annexe 1 de la décision de la Directrice générale de FranceAgriMer n°INTV-POP-2021-56 susvisée est modifiée comme suit :

Pour le type d'évènement « Internet et réseaux sociaux », dans la colonne « dépenses admises », sont ajoutés les mots : « **frais d'échantillons** ».

Article 2 – Date d'application de la présente décision

La présente décision entre en vigueur au lendemain de sa publication au Bulletin officiel du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

La Directrice générale de FranceAgriMer

Christine AVELIN

Annexe 1:

- **Type d'évènement : Dégustation en pays tiers - public ciblé. Dégustation dans le cadre d'accord mets et vins, dont Wine maker diner, repas de presse**

| Dépenses admises | Preuves de réalisation | Eligibilité des vins mis en avant | Caractère raisonnable des coûts si 40 000 € | Justification du pays cible | commentaires |
|--|--|---|---|---|---|
| <p>Restauration</p> <p>Location de site</p> <p>Location/achat de matériel ou mobilier de dégustation</p> <p>Echantillons (valorisation / envoi)</p> <p>Prestation d'animation</p> <p>Création/production de supports de Communication, y compris leur diffusion et suivi des retombées</p> <p><i>Le cas échéant, part des frais de personnel, de frais de voyage et d'hébergement, frais d'interprètes et de traductions</i></p> | <p>Menu avec vins associés</p> <p>Par repas liste et qualité des participants (dont quel marché / pays est représenté)</p> | <p>Contrôle à partir des menus faisant apparaître les vins mis en avant</p> | <p>Cf. coûts raisonnables</p> <p>Les évènements réalisés avec des personnalités (leader d'opinion, cuisiniers, œnologues ...) peuvent être éligibles mais le montant pris en charge par personnalité est plafonné à 2 500 € / jour.</p> | <p>Lieu de l'évènement au regard du pays cible à justifier</p> <p>Liste des lieux des repas mets/vins</p> | <p>Les repas comportant un nombre important d'invités non nécessairement ciblés sont à classer dans l'évènement-type « Mini-salons, manifestations locales, régionales, nationales »</p> |

Type d'évènement : Animation / mise en avant (sans dégustation)

| Dépenses admises | Preuves de réalisation | Eligibilité des vins mis en avant | Caractère raisonnable des coûts si >40 000 € | Justification du pays cible | Commentaires |
|---|--|---|--|---|--|
| <p>Prestation d'animation</p> <p>Supports de communication</p> <p>Location site</p> <p>Frais d'échantillons</p> <p><i>Le cas échéant, part des frais de personnel, de frais de voyage et d'hébergement, frais de traduction</i></p> | <p>Compte rendu de l'opérateur, du prestataire ou du magasin : calendrier et lieu, vins mis en avant</p> | <p>Compte rendu de l'opérateur, du prestataire ou du magasin : calendrier et lieux, vins mis en avant</p> | <p><i>Cf. coûts raisonnables</i></p> <p>Note sur le choix du partenaire si contraint</p> | <p>Lieu de l'évènement au regard du pays cible à justifier</p> <p>Liste des lieux où des animations ont été réalisées</p> | <p>Le référencement des produits est inéligible lorsqu'aucune mise en avant du produit n'est réalisée concomitamment au référencement.</p> <p>Les cadeaux autres que cadeaux publicitaires (dits « goodies ») ne sont pas éligibles (notamment les bouteilles de vin offertes). Les actions de promotion sous forme de rabais, ristournes, remises sont inéligibles (y compris les opérations assimilables à un rabais du type 8 une bouteille offerte pour x bouteilles achetées).</p> <p>Les prestations d'animation recouvrent les PLV (publicités sur lieux de vente : têtes de gondole, stop-rayon) qui sont à distinguer du placement de produit/marque dans les médias.</p> <p>Dans le cadre de prestations de PLV globales sur un marché, le compte-rendu peut mentionner la période de réalisation ainsi qu'une liste globale des lieux de réalisation des actions. Il explicite le contexte de l'opération ainsi que les différents acteurs impliqués (distributeurs, importateur, magasins...)</p> |

- **Type d'événement : Participation à un concours**

| Dépenses admises | Preuves de réalisation | Eligibilité des vins mis en avant | Caractère raisonnable des coûts si >40 000 € | Justification du pays cible | Commentaires |
|---|---|--|--|--|---|
| <p>Echantillons (dont envoi)</p> <p>Supports de communication</p> <p>Frais d'inscription</p> <p><i>Le cas échéant, part des frais de personnel, de frais de voyage et d'hébergement, frais d'interprètes et de traductions</i></p> | <p>Bulletin d'adhésion ou d'inscription</p> <p>Photos datées de l'évènement</p> | <p>Liste des vins présentés</p> | <p><i>Cf. coûts raisonnables</i></p> | <p>Lieu de l'évènement au regard du pays cible à justifier</p> <p>Liste des lieux où les concours ont été réalisés</p> | <p>Les supports de communication sont directement rattachés au concours et ne portent que sur les vins sélectionnés et/ou primés</p> |

- **Type d'événement : internet - réseaux sociaux**

| Dépenses admises | Preuves de réalisation | Eligibilité des vins mis en avant | Caractère raisonnable des coûts si > 40 000 € | Justification du pays cible | Commentaires |
|---|--|--|---|---|--|
| Prestations uniquement (création, conception, diffusion, mise en œuvre du support de communication) <i>Le cas échéant, part des frais de personnel (travaux avec le prestataire),</i> frais d'échantillons | Compte rendu du prestataire/ rapport d'exécution faisant apparaître le nombre de posts, de pages, de tweets... Documents de présentation de la campagne, mentionnant les vins, la cible et le message : contrat ou une de ses annexes | En proportion des vins éligibles dans le chiffre d'affaires déclaré, sauf mention contraire apparente dans le contrat ou le rapport d'exécution. | <i>Cf. coûts raisonnables</i> | Pays où la campagne a été menée visible sur le compte rendu du prestataire ou dans le contrat. Dans le cas contraire, proportion du chiffre d'affaires de l'entreprise réalisé pour chaque pays. | L'animation de site internet, de réseaux sociaux et blogs assurée par le personnel de l'opérateur n'est pas éligible. Les échantillons doivent être rattachés à leurs destinataires ciblés, acteurs de l'action de promotion. |

Quand la langue utilisée est l'une des 24 langues de l'Union européenne (anglais, français, espagnol, portugais...), seule la partie de dépense afférente au pays tiers faisant l'objet de l'opération est admissible à l'aide. Aussi, pour être pleinement éligibles, les dépenses présentées notamment au titre des sites internet, des réseaux sociaux ou des matériels utilisés devront être accompagnées d'éléments permettant de justifier qu'elles sont induites par des événements exclusivement ciblés sur des pays tiers inscrits dans la convention.